

Saint-Denis, le 15 juillet 2020

Arrêté préfectoral n°2437 établissant la liste des biens satisfaisant aux conditions fixées au 3° de l'article L.1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques sis sur le territoire de la commune de Saint-Joseph

Le préfet de La Réunion
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code général des impôts ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L1123-1 et L1123-4 ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU les listes transmises par Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de la Réunion sur lesquelles sont énumérées les parcelles satisfaisant aux conditions posées par le 3° de l'article L1123-1 précité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 341 du 02 mars 2020 portant délégation de signature pour l'activité générale des services et de l'ordonnancement des dépenses et recettes à M. Frédéric JORAM, secrétaire général ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au représentant de l'État dans le département d'arrêter la liste des parcelles satisfaisant aux conditions posées au 3° de l'article L1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; que cette liste doit être arrêtée pour chaque commune avant le 1^{er} juin de chaque année ;

CONSIDÉRANT que satisfont aux conditions précitées les parcelles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujetties à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers ;

CONSIDÉRANT que quatre-vingt-quatre biens sont situés sur le territoire de la commune de Saint-Joseph ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture :

.../...

ARRÊTE

Article 1 :

Les biens sis sur le territoire de la commune de Saint-Joseph dont les références cadastrales suivent satisfont aux conditions posées au 3° de l'article L1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques :

Les parcelles signalées reposent sur la dernière situation connue par les services du cadastre à la date du 31/12/2019.	
Section (Références cadastrales)	N° plan (Références cadastrales)
AK	52
AM	41
AM	44
AM	696
AN	43
AN	167
AO	11
AO	54
AP	383
AP	384
AP	416
AR	4
AR	62
AR	85
AR	92
AS	169
AS	170
AS	174
AS	434
AS	513
AT	280
AV	192
AY	175
BD	160
BE	399
BK	548
BR	178

Section (Références cadastrales)	N° plan (Références cadastrales)
BX	1182
CE	419
CE	628
CE	649
CE	663
CE	664
CE	668
CE	670
CE	705
CE	714
CE	715
CE	720
CE	1120
CE	1121
CE	1192
CE	1275
CE	1277
CE	1431
CE	1723
CE	1813
CE	1818
CE	1821
CE	1822
CE	1823
CE	1824
CE	1828
CE	1830
CE	2186
CK	25
CK	593
CK	595
CL	38
CL	57
CL	71
CL	72
CL	73

Section (Références cadastrales)	N° plan (Références cadastrales)
CL	74
CL	75
CL	76
CL	77
CL	78
CL	89
CO	113
CR	30
CS	135
CS	136
CV	43
CV	313
CZ	18
CZ	39
CZ	79
CZ	284
CZ	506
CZ	510
CZ	513
CZ	515
CZ	517

Article 2 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage aux lieux habituels de la commune pendant une durée de six mois par les soins du maire de Saint-Joseph. Pour chaque bien, le maire de Saint-Joseph le notifiera également au dernier propriétaire connu, à l'habitant ou à l'exploitant. Il constatera l'accomplissement de ces formalités par un certificat qu'il adressera sans délai au préfet. L'arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 :

Les propriétaires des biens visés à l'article 1 devront sans délai se faire connaître du préfet. Ils produiront en outre tout document de nature à justifier de leur droit de propriété.

Les pièces précitées devront être envoyées à l'adresse suivante :

*Préfecture de la Réunion
 Direction de la citoyenneté et de la légalité
 Bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'Etat
 06, rue des Messageries – CS 51079
 97404 Saint-Denis cedex*

Article 4

À l'issue d'un délai de six mois à compter de la dernière des mesures de publicité de l'article 2, lorsqu'aucun propriétaire ne se sera fait connaître, les biens concernés seront présumés sans maître. Cette présomption sera constatée par arrêté préfectoral notifié au maire.

Article 5

Le conseil municipal de la commune pourra, dans les six mois de la notification de la présomption par le préfet, décider de l'incorporation des biens dans le domaine communal. Cette incorporation sera constatée par un arrêté du maire.

À défaut de délibération dans le délai prescrit, la propriété des biens est attribuée à l'État. Le transfert des biens dans le domaine de l'État est constaté par arrêté préfectoral.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Réunion. L'introduction d'un recours administratif pendant cette même période proroge le délai de recours contentieux.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Réunion, et le maire de Saint-Joseph sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques.

Pour le Préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission
cohésion sociale et jeunesse,
Secrétaire Générale adjointe



Isabelle REBATTU

